

Organisée par Défi médias et le magazine "L'Expression"  
en collaboration avec la délégation de la Commission européenne  
et la Fondation Friedrich Ebert.



Table ronde sur le thème :

# «Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée»

## PARTICIPANTS

- **M. Hatem Ben Salem**, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes ;
- **M. Chedly Neffati**, secrétaire général adjoint de la Ligue des Etats arabes ;
- **M. Adrianus Koetsenruijter**, ambassadeur de la Délégation de la Commission européenne ;
- **M. Serge Degallaix**, ambassadeur de France ;
- **M. Horst-Wolfram Kerll**, Ambassadeur d'Allemagne ;
- **M. Lothar Witte**, représentant de la Fondation Friedrich Ebert ;
- **M. Ahmed Ounaïes**, ancien diplomate tunisien ;
- **M. Azzam Mahjoub**, professeur d'économie à l'université tunisienne ;
- **M. Soufiane Ben Farhat**, rédacteur en chef à "La Presse" ;
- **M. Mohamed Trabelsi**, membre du BE de l'UGTT, chargé des relations extérieures.

**Modérateur: M. Ridha Kéfi, rédacteur en chef de "L'Expression"**

**Institut arabe des chefs d'entreprises, 21 juin 2008.**



# Introduction au débat

**Ridha Kéfi**

d'espoirs que d'interrogations.

Il y a eu, ces dernières semaines, beaucoup de réunions et de débats autour de ce projet, aussi bien au Nord qu'au Sud de la Méditerranée. Ce projet apparemment consensuel, accueilli favorablement par la plupart des dirigeants méditerranéens, l'Union méditerranéenne – c'était sa première dénomination – a très rapidement provoqué de vives controverses, d'abord (et surtout) en Europe, qui s'est divisée à son sujet, puis au Sud de la Méditerranée, où l'enthousiasme a cédé peu à peu la place aux réserves voire à la déception.

Pour poser les termes de notre débat, je vais commencer par énumérer les arguments, assez forts, qui plaident en faveur de la création de l'Union Méditerranéenne. Je parlerais ensuite des facteurs pouvant empêcher sa création ou, tout au moins, réduire de son attrait initial aux yeux des pays censés en faire partie.

Dans la foison des contributions sur le sujet, j'ai identifié personnellement quatre arguments fort en faveur de l'UPM.

1 - Il est communément admis au Nord et au Sud que les résultats du processus de Barcelone, lancé en 1995 par l'Union européenne en direction des pays de la rive Sud, n'ont pas été probants et que ce processus reste assez largement ignoré de l'opinion publique. Il fallait donc essayer de le redynamiser sur de nouvelles bases, surtout que la Politique européenne de voisinage (PEV), lancée en 2004 et censée le relancer, n'a fait en réalité que noyer sa spécificité méditerranéenne initiale.

L'idée de départ du président français est de replacer la Méditerranée au centre des géométries politiques, alors que le processus de Barcelone se limitait à un partenariat, très technique et principalement axé sur les questions économiques, sociales et culturelles. Il s'agit donc, avec l'UPM, de souligner la centralité de la Méditerranée pour employer un terme de l'ambassadeur

Ahmed Ounaies, ici présent.

2. Compte tenu des enjeux stratégiques actuels et des progrès très importants accomplis dans la région tant par l'influence américaine que par celle de la Chine, voire de l'Inde et d'autres puissances asiatiques, le projet méditerranéen pourrait rééquilibrer le risque d'atlantisation de l'Europe, qui semble aujourd'hui incapable de produire une politique étrangère unifiée et de parler d'une seule voix au sein de la communauté internationale. De même, un investissement diplomatique en direction de la Méditerranée pourrait aider l'Europe à affiner sa position par rapport aux défis réels auxquels elle est exposée (conflits moyen-orientaux, migrations, terrorisme, développement et investissement au Maghreb) et renforcer ainsi sa position vis-à-vis de l'Amérique du Nord, de la Russie et de la Chine.

3. La question de l'environnement : les deux rives ont en effet intérêt à coopérer pour préserver leur cadre de vie et leur source de revenus en luttant contre le réchauffement climatique et en mettant les bases du développement durable. Il n'y a pas mieux pour cela que l'élaboration de projets régionaux structurants dont la mise en place triompherait des différends politiques.

4. Les synergies que l'UPM ne manquerait pas de mettre en place, surtout dans les domaines de l'éducation, pourraient aider à surmonter le choc des cultures observé actuellement à cause justement des murs réels et imaginaires qui sont érigés autour de la Méditerranée.

Venons-en maintenant aux facteurs et considérations qui risquent de handicaper la genèse de l'UPM.

1 - Il y a d'abord les conflits politiques, du Sahara Occidental opposant l'Algérie et le Maroc, de Chypre opposant la Grèce et la Turquie et, surtout, israélo-arabe qui constitue un abcès de fixation chez les pays sud-méditerranéens, sans oublier la zone des Balkans qui est loin d'être apaisée, de la dualité du pouvoir dans les territoires palestiniens, du casse-tête libanais ou du contentieux histo-

**M**onsieur le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, monsieur le secrétaire général adjoint de la Ligue des Etats arabes, excellences, chers collègues;

Je voudrais d'abord vous remercier, au nom de M. Raouf Cheikhrouhou, directeur de "L'Expression", d'avoir accepté de participer à cette table ronde qui plus est un samedi matin ensoleillé que vous auriez sans doute aimé passer ailleurs que dans cette salle. J'aime à penser que ce sacrifice est pour la bonne cause : celle de l'approfondissement du dialogue entre les deux rives de la Méditerranée.

Pour introduire notre débat de ce matin, permettez-moi de citer cette déclaration de Mme Benita Ferrero-Waldner, commissaire en charge des relations extérieures et de la PEV, dans une intervention sur le «Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée», faite devant le Parlement européen, le 9 juin courant. «Le bassin méditerranéen est la charnière du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident. À la confluence de trois continents, il est plus qu'une simple frontière pour l'UE. La stabilité de cette région est essentielle, tant pour notre sécurité et prospérité que pour celle de nos voisins et amis méditerranéens».

Si je cite cette phrase, c'est parce qu'elle résume nos attentes, nous autres gens du Sud de la Méditerranée, vis-à-vis de ce projet qui avait suscité en nous, dès son annonce, il y a un peu plus d'un an, par le président Nicolas Sarkozy, autant

rique opposant la France et l'Algérie. Ce n'est pas l'Union pour la Méditerranée qui peut régler ou même atténuer tous ces conflits qui durent depuis des décennies. Leur règlement relèverait beaucoup plus de la volonté politique des protagonistes et de la communauté internationale. Mais on peut craindre que ces conflits continuent d'empoisonner les relations inter-méditerranéennes et handicapent les projets régionaux qui seront mis en route dans son cadre.

2 - La diversité culturelle peut constituer un obstacle surtout avec l'exacerbation des crispations identitaires et des chocs de civilisations, dont l'actualité nous apporte malheureusement des exemples quasi-quotidiens.

3 - Les inégalités économiques et démographiques qui mettent, face à face, un Nord riche, stable, unie et de plus en plus attaché à son confort, et un Sud moins riche, moins stable, désuni et qui a du mal à empêcher ses enfants de vouloir immigrer ;

4 - La difficile définition des frontières de l'Europe, qui a du mal à se constituer elle-même comme une entité politique solidaire. L'Union européenne, intégrée mais aux prises avec une grave crise d'identité, peine encore à construire une diplomatie et une défense unifiées. Elle fait face aussi à un problème de régionalisation interne : l'Allemagne n'a pas la même vision de l'enjeu méditerranéen que la France. De même, l'Estonie ou la Finlande n'ont pas les mêmes intérêts pour la Méditerranée que l'Espagne ou l'Italie. L'Europe à 27 ne peut donc pas être impliquée de manière égale dans un vaste projet méditerranéen. D'où d'ailleurs, la pertinence et l'utilité du projet sarkozien dans sa première mouture.

5 - Le scepticisme et le manque d'enthousiasme de la Turquie pour ce projet qui est censé constituer un lot de consolation par rapport à son désir d'adhérer à l'Union européenne. Ankara, qui est candidat depuis plus de vingt ans à l'Union européenne, a toujours dit qu'un projet «intermédiaire» ne l'intéressait pas. Or, que serait une Union pour la Méditerranée sans cette composante turque ?

6 - Au sommet européen de mars, le projet de M. Sarkozy a été revu à la bais-

se, élargi au Nord et à l'Est de Europe et rebaptisé «Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée». Replacé ainsi dans l'axe du processus de Barcelone, c'est-à-dire d'un simple partenariat euro-méditerranéen qui, financièrement, a été assez utile pour le Sud, mais qui, politiquement, n'a pas abouti à grand-chose, le projet a beaucoup perdu de son attrait initial aux yeux des partenaires sud-méditerranéens, qui n'ont pas manqué d'exprimer des réserves quant à sa configuration générale et à la méthode de sa mise en place. Le dirigeant sud-méditerranéen, qui a le plus ouvertement – et vertement – critiqué ce projet a été, comme vous le savez, le Libyen Kadhafi, qui avait pourtant chaleureusement accueilli son annonce par le chef de l'Etat français.

En plus de ces considérations, il y a aussi des questions qui restent à régler, car elles constituent des pierres d'achoppement:

1 - les conséquences de la présence d'Israël au sein de l'UPM : la plupart des pays arabes n'ayant pas de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, leur éventuelle adhésion à l'UPM, aux côtés d'Israël, risque d'être interprétée par les opinions publiques au Sud comme un signe de normalisation avec cet Etat. Deux réponses sont souvent faites par les responsables français pour contrer cet argument. Un : on ne peut mettre sur pied l'UPM, sans que tous les Etats de la Méditerranée soient présents autour de la table, y compris donc Israël, y compris aussi la Syrie, dont le président sera vraisemblablement présent, le 13 juillet, à Paris. A Paris, où on espère réunir dans la même pièce ou sur une même photo le premier ministre israélien (dont la présence reste cependant incertaine, pour cause de crise politique interne) et le président syrien, on parle de «main tendue», de «chance pour la paix» voire de «tentative pour créer les conditions de la paix au Proche-Orient et dans la Méditerranée». Ces mots sont du Premier ministre François Fillon. Le rêve est donc permis de voir l'Europe, via la présidence françai-

se, jouer enfin un rôle dans la relance du processus de paix au Proche-Orient, au moment où les Etats-Unis sont en retrait pour cause d'élections.

Deuxième argument : les pays n'ayant pas de relations avec Israël ne seront pas contraints de participer à des projets communs avec cet Etat au sein de l'UPM, puisque ces projets sont, selon la formule désormais consacrée, «à géométrie variable», n'y adhèrent donc que ceux qui le souhaitent ou y voient leurs intérêts ;

2- Le financement des organes de l'UPM et leurs sièges, qui font l'objet de tractations entre les pays candidats, d'un côté, et Paris et Bruxelles de l'autre. On sait par exemple que les Algériens ont été très agacés par des informations de presse selon lesquelles la co-présidence de l'Union reviendrait, côté Sud, à l'Egypte et le siège du secrétariat à Tunis et le secrétariat général à un Marocain. Au Nord également, il n'y a pas d'accord à ce sujet : Paris et Bruxelles jouant chacun une partition différente.

Autre sujet non encore élucidé: le financement des projets qui seront annoncés le 13 juillet et qui concerneront l'eau, l'environnement et les échanges culturels et de savoirs. On parle de financements européens (dans le cadre des programmes déjà prévus dans le processus Euromed), mais aussi privés. Or, on le sait, le processus de Barcelone n'a pas réussi à attirer les investissements privés européens vers le Maghreb. D'où d'ailleurs son échec relatif. Comment intéresser les acteurs non-étatiques à un espace dont ils se sentent faiblement concernés ? Et ce ne sont pas les professions de foi et les déclarations d'intention des hommes d'affaires méditerranéens, très nombreuses ces derniers temps, qui changeront la donne.

3- La place qui sera accordée à la société civile méditerranéenne dans cette union est posée avec insistance par les ONG au Nord et au Sud, car il y a le sentiment que celles-ci vont être sacrifiées sur l'autel d'une hypothétique entente entre les deux rives.

Ce sont là quelques balises pour notre débat de ce matin que je souhaite riche, vif et constructif.



**Lothar Witte**

des acteurs sociaux – est un élément fondamental pour la promotion du développement et de la démocratie, l'ouverture et l'Etat de droit pour ne citer que les valeurs essentielles que nous tenons entre les mains chaque fois que nous touchons un billet de 10 dinars de la première génération.

L'UPM, qui est le sujet de la présente rencontre, est aussi le résultat d'un dialogue. Les contributions les plus importantes sont connues : la proposition initiale de l'actuel président français Nicolas Sarkozy et les «propositions d'amélioration» de la chancelière allemande Angela Merkel. Par ailleurs, il y a eu de nombreuses autres contributions moins éminentes à ce sujet. Mais on constate que les voix des pays de la rive

sud de la Méditerranée ont été peu entendues jusqu'à présent.

C'est pourquoi je suis content d'avoir l'occasion aujourd'hui d'impliquer dans le débat les représentants de la France, de l'Allemagne et de l'Union Européenne, ensemble avec de nombreux acteurs sociaux de la Tunisie dont le gouvernement tunisien, la Ligue des Etats Arabes, les médias, les syndicats, des experts universitaires et des intellectuels indépendants.

Je suis convaincu que la discussion et la publication des résultats de cette rencontre permettront aux participants et aux lecteurs d'avoir une opinion éclairée de l'état

actuel de la discussion autour de l'UPM.

**Les voix des pays sud-méditerranéens ont été peu entendues**

**M**esdames et Messieurs, Au nom de la Fondation Friedrich Ebert, je vous souhaite la bienvenue à cette table ronde. Non seulement je vous souhaite la bienvenue, mais j'aimerais aussi vous remercier car sans vous il n'y aurait pas de discussion. Par la même occasion j'aimerais féliciter encore une fois le groupe DEFI et le magazine "L'Expression" pour l'organisation de ce genre de débats. Car pour notre Fondation le dialogue – que ce soit le dialogue au-delà des frontières ou le dialogue



## Hatem Ben Salem

**M**. le Secrétaire général adjoint, Excellence, chers amis, je suis heureux d'être parmi vous et je profite de l'occasion pour remercier "L'Expression", ainsi que la Fondation Friedrich Ebert, pour avoir organisé ce débat, qui – je suis certain – sera très fructueux, car nous espérons une véritable réflexion concernant une question qui nous intéresse tous, et nous interpelle même. Je crois aussi qu'on est dans notre rôle, que ce soit en Tunisie ou ailleurs, car partout – essentiellement sur la rive sud de la Méditerranée – des séminaires, des conférences et des journées de réflexions se sont déroulés, et se déroulent encore, et ceci avant le sommet du 13 juillet. Il y en aura certainement d'autres après cette date.

Cette table ronde représente une occasion pour parler d'une question qui a toujours été centrale pour nous Tunisiens. Historiquement, mais essentiellement ces dernières années, la Tunisie a été très impliquée dans tous les processus de rapprochement dans l'espace euro-méditerranéen.

Cette conviction d'appartenance à cet espace émane de l'importance stratégique que revêt la Méditerranée, non seulement pour des raisons géographiques, mais aussi pour des raisons de développement politique, économique et social.

Cette dimension stratégique nous a encouragés – nous Tunisiens – à aller de l'avant, chaque fois que se présentait une idée de rapprochement ou d'union des Etats riverains de la Méditerranée. Le dialogue «5 + 5» a

été, à ce titre, un véritable catalyseur de la dimension méditerranéenne.

Depuis 1991, des réunions se sont tenues à des niveaux ministériels, et ont eu un réel impact sur le développement des relations entre les Etats de la Méditerranée occidentale. Sans omettre – il va de soi – d'autres forums, tel le Forum méditerranéen, qui ont constitué des formes de «think-tank». La dernière en date, celle du Foromed a eu lieu à Alger et a été importante, car elle a permis d'enrichir un peu cette idée d'UPM.

Nous n'omettons pas aussi le Processus de Barcelone, avec ses avantages et inconvénients. Avantages, qui consistent à mettre les deux parties – Nord et Sud – ensemble. Ce processus constitue, il faut bien l'avouer, l'un des rares dialogues Nord-Sud. On regrette que ce processus soit resté à un niveau élitiste, et n'ait pas disposé de la visibilité nécessaire auprès des peuples méditerranéens comme étant un projet d'avancer vers une sorte de pré-intégration de la Méditerranée.

Ce processus a eu des acquis indubitables, mais il n'a guère su mobiliser les peuples. Je crois qu'à l'avenir cette mobilisation des peuples, des opinions publiques et des sociétés civiles de la Méditerranée, constitue un des objectifs primordiaux de l'UPM.

Lors de sa campagne électorale pour les élections présidentielles, le président Sarkozy avait lancé cette idée d'Union méditerranéenne. Le président Ben Ali a été le premier chef d'Etat d'un pays riverain à accueillir favorablement cette initiative, partant de l'idée que la Tunisie se considère toujours un Etat fondateur de tout ce qui a trait à

**Le processus de Barcelone est un acquis, mais il n'a guère mobilisé les peuples**



la Méditerranée.

On est parti d'une Union méditerranéenne avec – il faut le reconnaître – une idée intégrationniste, pour arriver ensuite, à une sorte d'UPM. A cause des contingences et des réticences de certains, nous sommes arrivés à une proposition européenne, qui consiste à reprendre le Processus de Barcelone et le prolonger en tant qu'UPM. Cela n'a pas manqué de susciter des déceptions, ici et là, chez les uns et les autres, mais l'essentiel est que la Méditerranée, ou plutôt la centralité de la question méditerranéenne, soit toujours présente.

Il faut nous dire que la question méditerranéenne, jusqu'au récent «non» irlandais à la Constitution européenne, était celle qui a connu le plus de débats, y compris chez les Européens eux-mêmes. Cet aspect est, je crois, l'un des mérites de cette initiative française. Certains observateurs considèrent que ce projet – même s'il est moins intégrationniste qu'il ne l'était au départ – serait en quelque sorte une possibilité, ou même représenterait une potentialité de rééquilibrage entre le Nord, le Sud et l'Est de l'Europe.

Il est vrai que lorsque les Méditerranéens du Sud se sont découverts en «simples voisins», après le lancement de la Politique européenne de voisinage (PEV), bien des questions ont été posées à propos de cette relation qui a d'ailleurs été toujours excellente avec l'Europe. Ces interrogations découlent – selon certains – du sentiment que cette Méditerranée du Sud, qui constitue en fait un arrière-fond stratégique

pour l'Europe, et de laquelle aussi dépend la stabilité, la prospérité et la sécurité de l'UE, représente moins d'intérêt que l'Est de l'Europe.

Ce sentiment de désappointement, est bien resté, lorsque le projet a été remodelé. Car, nous devons le reconnaître, il est important que cette question méditerranéenne reste au centre même du débat international.

On effet, nous sommes en face d'un processus de construction et de préparation d'un sommet fondateur – le 13 juillet à Paris – qui reprendra certainement une part importante des désirs et des souhaits des uns et des autres. Il constituera – j'en suis convaincu – un excellent départ pour «une expérience», car il s'agit en fait d'une expérience, celle d'une relation plus concrète, plus opérationnelle, entre Méditerranéens du Nord et du Sud.

L'objectif principal – pour l'instant, en ce qui nous concerne – est de pouvoir mettre les Méditerranéens ensemble. Nous avons beaucoup négocié et travaillé avec l'U.E, mais nous l'avons fait souvent de manière bilatérale. Cette fois-ci, nous sommes devant un

projet, qui sera axé sur les réalisations et je pense que cela permettra certainement de faire avancer les mentalités, de réaliser et de concrétiser les relations euro-méditerranéennes. Et surtout de donner aux peuples des deux rives l'occasion de mieux se connaître. Sans oublier qu'il n'est pas permis, en ce début du vingt-unième siècle, de se trouver en position de confrontation, quelle que soit sa nature, car elle n'aboutira à aucun résultat.

La mer Méditerranée a été toujours perçue et considérée comme étant un espace de paix et de prospérité. Nous allons travailler sur cette question, et nous espérons qu'elle sera la première préoccupation des participants au sommet de Paris.

Qu'attendons-nous de ce sommet ? Nous savons bien qu'il sera couronné par l'adoption d'une déclaration, dans laquelle il y aura une reprise des principes de Barcelone, concernant le nécessaire partenariat politique, économique, social et culturel entre les deux rives de la Méditerranée. Mais, et ce sera le plus

de cette déclaration, on parlera certainement de la permanence de l'UPM. Nous verrons l'apparition d'institutions qui vont garantir cette permanence. Nous souhaitons que ces institutions puissent jouer leur rôle et, au moins cette fois-ci, avancer dans le rapprochement des deux rives de la Méditerranée.

Vous avez beaucoup entendu, de notre part, des termes comme ceux de stabilité, de rapprochement, de solidarité et de prospérité. Ce sont des termes cardinaux, qui fondent la relation que nous aimons voir s'instaurer entre nous. Le Président de la République Tunisienne a toujours prôné cette vision des choses, car il est profondément convaincu de la nécessité d'aller de l'avant vers cet espace commun, qui représente à la fois la modernité, le progrès et l'avenir. Nous sommes prêts à avancer sur cette voie et nous espérons que les réalisations suivront, car c'est là le souhait des peuples de la région. Nous souhaitons bon vent à l'UPM et tous les Etats œuvreront à sa réussite.



Serge Degallaix

**N**ous remercions “L’Expression”, bien connue pour la qualité de ses articles et de ses points de vue, pour l’organisation de cette table ronde, qui, à l’instar de ses semblables, va permettre de dépasser les clichés, les idées toute faites et le monde virtuel dans lequel il est si facile de vivre quand on ne se frotte pas aux réalités.

Rappelons que l’initiative «Union méditerranéenne» a été prise au début de 2007 par le président Sarkozy, qui a – il faut bien le rappeler – consacré beaucoup de temps et d’énergie, lorsqu’il était ministre de l’Intérieur, au «5 + 5».

Aussi, nul besoin de rappeler que les Français croient bien que leur destin est bien lié à celui du Sud.

En troisième lieu, il faut bien préciser que cette initiative ne vise guère à fermer la porte de l’UE devant la Turquie, qui suit parallèlement l’exercice de l’adhésion à l’UE.

En quatrième lieu, vis-à-vis d’Israël, il faut avoir à l’esprit un certain nombre de faits, et en premier le lieu, la nécessité du dialogue afin d’avancer les dossiers. Chose faite avec courage par le président de l’Autorité palestinienne, qui a approuvé avec force l’initiative française. Aussi, nous remarquons bien l’existence d’un dialogue entre la Syrie et Israël, par l’intermédiaire de la Turquie. Il faut bien rappeler qu’Israël fait déjà partie d’Euromed, mais aussi des Nations Unies et de la plupart des institutions multilatérales où figurent bien les pays arabes.

Concernant le «non» irlandais, il est déjà un fait accompli, et est le résultat d’un choix démocratique de ce peuple. Ceci ne peut en rien compromettre les priorités de la présidence française de l’UE et de l’UPM. Il y a bien deux exercices différents, le premier consiste à bien analyser la situation en Europe, au niveau de ses

contradictions internes, que l’Europe est arrivé à dépasser en 50 ans d’existence par le dialogue et le réalisme.

Concernant la conférence de Paris du 13 juillet, je dirai – en jargon mathématique – qu’elle ne constitue guère un point d’aboutissement, car elle ne règle pas tous les sujets dans une conférence, fut-elle à haut niveau. Elle est plutôt un point de rebroussement et un point de départ.

A côté de cet exercice qui s’institutionnalise, on remarque bien un formidable élan de l’ensemble des Méditerranéens autour de cette idée d’UPM, qui répond bien à une attente, au-delà des réticences et des déceptions. Cet élan existe bel et bien dans la société civile, dans les milieux universitaires et des affaires.

Il y aurait certainement un «avant» et «après», car tout le monde disait avant que l’Europe glissait à l’Est, et que la Méditerranée avait, jusqu’à l’effondrement du mur de Berlin, une relation particulière avec l’Europe. On peut dire et même affirmer que la Méditerranée reste une priorité, non seulement pour les Méditerranéens mais aussi pour les non-méditerranéens des Européens. Le fait que l’Allemagne annonce haut et fort qu’elle ne pouvait se désintéresser d’un projet aussi stratégique, relève d’une dimension positive, car ce pays possède des intérêts économiques et humains.

Il ne faut pas oublier aussi que l’idée a évolué, le président de la République Française, l’a annoncé au départ qu’il ne voulait pas d’une idée toute faite, qui serait à prendre ou à laisser. La volonté française n’est pas de partir à la conquête de la Méditerranée, mais plutôt de discuter, partager et, sur cette base, synthétiser une vision commune.

L’UPM doit être partagée entre le Nord et le Sud, avec une ambition qui se mani-



festes par une réunion au plus haut niveau, par des hommes d’Etats, qui doivent être capables de dépasser les contradictions à court terme, avec une coprésidence du Nord et du Sud et une alternance du lieu de la réunion. La structure possède un secrétariat, contrairement au Processus de Barcelone, qui ne disposait guère d’une structure à ce niveau.

L’UPM possède des projets fédérateurs, qui visent une meilleure intégration entre le Sud et le Nord. Je voudrais insister sur ces différents points. Et comme l’a dit M. Hatem Ben Salem, ce sont des changements d’approches. Il n’est pas un hasard que la Tunisie a souscrit dès le début à cette démarche, apportant sa position et ses points de vue concernant la politique générale.

La chose la plus importante consiste en ce que cette conférence nous apportera des mécanismes différents de ceux du 13 juillet au matin, qui nous permettront de faire avancer – dans le sens que nous souhaitons – la relation entre les deux rives. Encore, faut-il qu’il y ait de la volonté, et aussi de dépasser ces préventions et freins à court terme. Il faut rappeler que nous avons construit l’Europe dans des conditions similaires de difficultés, de tensions, mais cette volonté de construire et vivre ensemble et, par conséquent, de trouver des solutions et des notions de compromis qui nous permettent d’avancer.

Nous sommes dans un ensemble, où la population irlandaise – qui représente environ 1% de l’ensemble – a son mot à dire, à l’instar des autres peuples.

**La volonté française n’est pas de partir à la conquête de la Méditerranée**



## Horst-Wolfram Kerll

**J**e remercie en premier lieu la revue "L'Expression" et la Fondation Friedrich Ebert. Cette rencontre me donne la chance de souligner quelques points principaux de la position allemande à ce sujet, qui relève d'une certaine priorité pour nous, mais aussi pour l'Union européenne (UE) tout entière.

J'aime évoquer un point, concernant le Sud, qui pensait être délaissé. Nous pouvons dire – pour la position allemande – que notre pays a eu, suite à la chute du mur de Berlin, quelques autres préoccupations, au niveau de la réunification, dans laquelle nous avons investi quelques milliards d'euros.

En seconde priorité, nous avons cherché à faire intégrer les pays de l'Est, qui constituent une partie intégrante de l'Europe. Nous avons eu une pensée en premier lieu pour Prague ou pour Budapest, parce que ces pays ont été pour longtemps dans un autre système. On a dû œuvrer afin que ces pays – et bien d'autres – réintègrent l'Europe.

Sans trop m'attarder sur les points évoqués par mon collègue, M. Serge Degallaix, je dirais que l'Allemagne a eu quelques idées différentes au moment du lancement du projet. Le différend concerne à la fois une dimension tactique et de fond, à savoir le rôle et la finalité de l'UE. Nous avons eu quelques réticences à créer d'autres unions dans l'Union. Car, si on commence avec le Sud, on peut se demander ce qui ne peut nous empêcher de faire autant avec notre voisinage l'Est ou du Nord.

Nous devons aussi prendre en compte le

fait que vivent sur nos terres quelques millions de gens originaires de ces pays du Sud. Sans oublier le volet financier, qui va nous engager – Allemands et autres – dans de nouveaux projets.

J'aimerais bien évoquer quelques points, ou plutôt quelques thèses. La première concerne l'engagement de l'Allemagne dans le Processus de Barcelone, dans lequel elle a été très active et va continuer à assurer son engagement.

Après avoir présenté nos idées, dans le cadre de la proposition germano-française, ces idées ont été présentées d'une manière commune. Et nous sommes intéressés et attentifs à la réussite du sommet du 13 juillet. Il est important pour nous que l'UPM voit le jour et se concrétise sur la base du respect réciproque entre tous les partenaires méditerranéens, de manière à faire évoluer le partenariat entre les deux rives et lui impulser un élan nouveau.

Le consensus entre les pays méditerranéens est essentiel pour le succès commun et le renforcement de la coopération méditerranéenne, mais il est également important dans ce contexte qu'un consensus puisse voir le jour entre les pays du Sud.

Nous avons vivement salué la Communication du 22 mai. Elle contient des propositions concrètes qui visent à animer le processus de l'UPM.

Aussi, nous soutenons l'orientation générale de la Commission Européenne (CE) qui vise à renforcer le partenariat européen qui existe depuis 1995, en lui accordant une nouvelle dynamique afin de surmonter les difficultés et obstacles qui existent.

Cette communication contient plusieurs points positifs et a reflété l'ensemble des propositions germano-françaises et des autres partenaires. L'Allemagne

considère qu'il est décisif de mettre en réalisation les points institutionnels, de façon à renforcer substantiellement la coopération et faire évoluer de la même manière le Processus de Barcelone.

Concernant les projets, l'Allemagne souhaite et compte bien s'engager dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. A ce niveau, nous avons déjà proposé un projet dans le secteur de l'énergie solaire. Nous désirons, en premier lieu, que les peuples, les citoyens, dans les différentes régions de l'espace méditerranéen puissent profiter d'une manière directe de cette coopération.

Nous considérons, qu'il est d'une grande importance de garder l'acquis de l'expérience de Barcelone, non seulement aux niveaux économiques et sociaux, mais surtout au niveau politique.

J'aimerais bien conclure par le processus de paix et le conflit israélo-palestinien, en évoquant une citation de l'écrivain Pascal Boniface :

«Faut-il attendre la fin du conflit israélo-palestinien pour lutter contre la pollution en Méditerranée?», qui a bien répondu par la négation à cette question.

Nous insistons à cet effet de ne pas se faire prendre en otage d'un conflit, qui est certainement très sérieux. Il faut bien éviter pour cela les pièges dans lesquels est tombé le Processus de Barcelone. La Tunisie joue – à ce niveau – un rôle très positif et peut encore être utile à éliminer certaines hésitations de la part de certains Etats arabes face à notre projet commun.

Nous croyons que le Processus de Paix au Proche-Orient est sur le bon chemin. La trêve entre Israël et Hamas représente un bon signe dans ce sens. Les entretiens indirects entre Israël et la Syrie représentent aussi un signe positif dans ce sens.

**L'Allemagne est attentive à la réussite du sommet du 13 juillet**

### Adrianus Koetsenruijter

**J**e profite pour féliciter "L'Expression" pour l'organisation de ce débat, concernant l'UPM qui nous fait rêver, mais nous incite aussi à débattre des relations entre les Européens et les pays de la rive Sud.

Aussi, même si l'idée à la base était française, elle n'a jamais été pensée – par la suite – pour se limiter à la France et à la Méditerranée. Il vrai et naturel que cette nouvelle initiative voulait – au début – impliquer plus les pays européens de la rive nord de la Méditerranée, sous une forme de «5 + 5» élargi, mais encore ouvert sur le reste de l'Europe.

Nous ne pouvons non plus accepter les commentaires qui considèrent que la proposition initiale «a été revue à la baisse». Au contraire, l'initiative a pu impliquer l'Europe entière, à travers l'offre et l'opportunité, qui se sont créées pour tous. Nous avons pu ainsi dépasser les lacunes du Processus de Barcelone, non pas au

niveau des objectifs, mais plutôt de la manière de le mettre en application.

Il faut reconnaître honnêtement que les relations entre les pays de la rive Sud nous empêchent – nous Européens – d'aller plus loin, sans parler aussi du conflit israélo-palestinien. Il faut reconnaître aussi que les pays du Maghreb n'arrivent guère à mettre sur de bons rails l'Union du Maghreb Arabe. Les cinq pays éprouvent des difficultés à se présenter ensemble et d'être un partenaire unique vis-à-vis de l'Europe. Mais il est légitime de s'interroger sur les changements réels qu'apporte l'UPM au Processus de Barcelone.

Nous partageons pleinement l'avis de notre collègue français, qui a considéré que le sommet du 13 juillet ne peut, en aucun cas, constituer un aboutissement, mais plutôt le point de départ d'un travail commun qui cherche plutôt à définir les défis communs et les manières de les gagner à tous les niveaux: économique, social, politique et culturel.

**Il ne faut pas se faire piéger par les conflits existants**



Aussi, il faut bien mettre en chantier les projets, dans les secteurs des énergies, de la gestion de l'eau en Méditerranée et de la protection civile. Certains ont déjà démarré, mais méritent de notre part plus d'engagement.

Un point me semble important et il engage plus les pays du Sud, c'est la coresponsabilité qui doit s'établir afin que ce projet puisse porter cette valeur ajoutée, bénéfique pour tous. Aussi, faut-il faire attention pour ne pas se faire piéger par des conflits bien réels et qui ne vont pas disparaître de suite, mais peuvent trouver un début de compromis avec l'établissement de l'UPM.

Le défi pour tous, hommes politiques et autres, est de s'y mettre vraiment dans le but de réduire l'écart économique et social, et assurer une meilleure compréhension entre les cultures.





### Ahmed Ounaïes

J'admire la convergence des propos de nos collègues européens sur l'évaluation de la future UPM. Nous tenons tout de même à faire une clarification : le Sommet de Barcelone de novembre 2005 a bien établi une divergence relative à l'évaluation du Processus de Barcelone entre les Etats membres de l'UE et les partenaires méditerranéens.

Une réflexion s'imposait au lendemain de ce Sommet, qui n'était guère un succès, dans le but de faire relancer «l'affaire méditerranéenne». La manière nécessitait bien un génie politique. Il faut bien reconnaître que la première initiative manifestée après novembre 2005, suite à l'amertume de la conclusion que nous avons tous tirée, est bien venue du candidat Nicolas Sarkozy. Bien avant qu'il ne soit président, le chef d'Etat français a répondu à un certain nombre de préoccupations, qui reflètent nos divergences – nous partenaires méditerranéens – relatives à la performance du Processus de Barcelone.

Il nous semble que le projet initial du président Sarkozy portait des réponses en rapport avec nos préoccupations, en tant que partenaires du Sud. Une analyse du projet initial prouve bien qu'il a répondu juste, en estimant que la Méditerranée possède des problèmes spécifiques, et que – par conséquence – une stratégie méditerranéenne s'imposait. Il est évident que cette stratégie implique bien une responsabilité européenne.

Le projet initial reposait sur cette centralité méditerranéenne, qui n'implique pas une non-responsabilité européenne, mais plutôt un rapport spécial de coopération et même organique entre la future entité et l'UE. De même, l'UE possède des rapports très forts et même organiques avec les Etats-Unis, l'Asean, avec la

Russie et avec le Mercosour. L'UE était fondée avoir des rapports semblables, sinon plus fort avec l'UPM.

Il se peut que des forces – moins présentes dans nos analyses – soient intervenues pour frustrer l'instauration de cette institution méditerranéenne propre. Cela revient – peut-être – à des problèmes européens. Il est toujours utile de rappeler qu'au bout d'un certain nombre de péripéties, le Conseil Européen a émis un veto à l'instauration d'une Union Méditerranéenne propre. Il ne faut guère se faire d'illusions. Nous avons bien compris ce veto et nous sommes en train de le «digérer»...

Le projet alternatif – tel qu'il est «brossé» dans la communication du Conseil de la Commission européenne du 20 mai – présente des compromis intéressants et quelques éléments distinctifs. Nous pouvons y trouver quatre atouts positifs, il y a des projets sous-régionaux, une capacité structurante plus forte, une interpénétration culturelle plus intrusive et aussi ce caractère évolutif du processus.

Le nouveau système réduit le déséquilibre institutionnel et introduit une part plus consistante de multilatéralisme. Les tensions qui ont ébranlé le système initial et dicté cet ajustement prévaudront et dicteront de nouveaux ajustements. Nous pensons que nous sommes bien devant une dynamique incontestable, bien que ce soit une solution d'échec.

Ces atouts représentent – après tout – un pas en avant dans l'ordre euro-méditerranéen. Ils viennent d'abord en alternative à la stagnation actuelle et aux confrontations que les deux rives commencent à vivre dangereusement depuis près de dix ans, et que le Sommet de Barcelone de novembre 2005 a parfaitement identifiées. Du fait même de l'absence de certains partenaires du Sud.

D'autre part, face aux évolutions qui affectent les grandes régions du monde, l'émergence d'une entité plus multilatérale, unissant l'Europe et la Méditerranée, constitue une réponse mieux ajustée que le premier Processus de Barcelone.

Enfin, les tensions et les aspirations démocratiques subsistent dans la Méditerranée du

Sud, mais, dans un contraste plus flagrant, elles ne pouvaient plus être étouffées dans le champ clos des souverainetés. Nous saluons cette capacité induite par une plus grande interpénétration culturelle et politique.

Nous espérons également que l'effet de groupe sur la politique d'Israël serait plus fort, autant pour l'isoler que pour sanctionner ses violations et ses abus. Nous sommes – après tout – dans une autre logique que l'espace mercantile. Sans être une communauté, il s'agit plutôt d'une vaste entité régionale en marche, en voie d'édification, et où le levier multilatéral est plus déterminant.

Nous allons conclure par trois questions :  
- Si l'UE manifeste sa volonté de prendre en charge la Méditerranée, est-elle en mesure d'assumer véritablement son engagement ? Elle l'a démontré relativement à son voisinage européen aussi bien pour le redressement économique que

pour l'Etat de droit. Le ferait-elle aussi résolument relativement à son voisinage méditerranéen ? Nous n'avons aucune garantie de ce côté-là. Le Processus de Barcelone reste tel quel. Nous espérons, et ceci représente notre espoir,

### L'effet de groupe sur la politique d'Israël serait-il plus fort ?

que l'Europe assume son engagement, qui représente après tout l'alternative au veto qu'elle a posé à une institution méditerranéenne.

L'Union serait-elle un subterfuge pour la normalisation avec Israël ? Une union ne saurait être fondée sur le seul principe géographique. Elle doit poser des principes fondateurs : le respect de la légalité internationale, la non-occupation de territoires par la force, le rejet du colonialisme et la non-discrimination. Si Israël accepte ces principes, elle contribuerait à lever les obstacles à son adhésion à une union régionale, à la normalisation avec tous ses voisins et à une ouverture d'une ère de réconciliation et de paix. Mais l'Europe va-t-elle accepter d'imposer ces principes ? Vous parlez – vous Européens – de coresponsabilité. Une coresponsabilité que vous n'avez pas assumée lorsque la Cour internationale de justice (CIJ) a examiné une

question qui concerne la paix et la sécurité dans votre voisinage méditerranéen. Aucun Etat européen n'a comparu devant la Cour pour soutenir la moindre thèse. Il y a bien une tradition juridique européenne. Pourquoi l'Europe n'a pas assumé une thèse juridique, qui ne relève d'aucune dimension militaire, pour dire qu'elle se sent responsable tant qu'une violation du droit international se soit manifestée, ou bien elle doit affirmer que l'acte n'est guère une violation ? Mais l'Europe n'a pas manifesté sa coresponsabilité, ni même son sens de la responsabilité.

A quelle condition, l'UPM pourrait-elle effectivement s'acquitter de son agenda actuel et potentiel. Elle pourrait réussir certes, à condition que l'Europe surmonte sa faiblesse politique et que les partenaires

méditerranéens – à leur tour – intériorisent dans toutes ses conséquences l'appartenance à un ensemble régional moderne et démocratique. Si en outre, l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne élargie – aux 44 pays – peut débattre librement de toutes les questions qui nous concernent, à savoir les violations du droit en Israël et dans les Territoires occupées. A se demander aussi, s'il y a donc des sentiments européens relativement à ce droit violé dans un pays partenaire. Si ces violations seraient débattues en toute liberté, nous pouvons affirmer qu'il y a bien un progrès. Si les mêmes garanties électorales sont étendues à nous tous, sans distinction, aussi bien au Nord qu'au Sud de la Méditerranée. Il faut en débattre dans l'Assemblée parlementaire élar-

gie. Nous constatons bien une violation du principe d'égalité dans les organisations électorales dans les pays du Sud. Si les droits de l'homme sont également indivisibles sur les deux rives, alors, un espoir raisonnable de progrès est permis. A ce prix, la Méditerranée pourra appréhender ses problèmes, combler les fossés politiques, culturels et humanitaires, et connaître un essor global et équilibré. Elle pourrait enfin surmonter l'archaïsme qui frappe la moitié des pays méditerranéens. Ce serait l'engrenage structurant et modernisateur. Nous n'avons, jusqu'à présent, rien vu de pareil en Méditerranée, même si cet engrenage modernisateur et structurant s'est manifesté sur le théâtre européen.

### Azzam Mahjoub

**N**ous sommes vraiment honorés d'être ici parmi des personnalités éminentes. Aussi, nous aimons dire que nous, académiciens, apprenons beaucoup en présence des diplomates, qui disposent vraiment d'un langage extrêmement fin, qui désigne d'une manière précise les termes de ce débat.

Nous voudrions vous faire part d'une réflexion. Nous avons eu l'opportunité de faire partie d'une équipe qui a produit un document, que nous avons présenté devant une assemblée, où était présents des représentants aussi bien du l'UE que des pays du Sud. La question économique a été – dans ce document – surdéterminée par rapport au cadrage global. Nous pensons qu'il existe deux principes sur lesquels on peut se positionner par rapport à ce projet. En premier lieu, bâtir sur les acquis, aussi bien de ceux de Barcelone que de la PEV. En second lieu, combler les lacunes de ce Processus.

**Il faut instaurer des mécanismes où les sociétés civiles puissent être présentes**

Nous considérons qu'une chose paraît fondamentale pour les pays du Sud, et doit être prise comme étant une règle d'or. Nos pays du Sud se trouvent face à deux défis majeurs. L'un à caractère économique : la transition des économies, qui étaient jusqu'alors administrées avec une prépondérance du secteur public, vers des économies de marché, ouvertes, où le privé est censé devenir l'acteur principal de la production de richesses.

Cette transition n'est guère facile. Elle s'opère selon une géométrie variable, selon nos pays. Nous devons mettre le cap de la nécessité des réformes pour aller dans ce sens, et réussir, et avec le moindre coût cette transition nécessaire à nos pays, à des degrés divers.

A toute cette transition économique vient, en corollaire, une transition politique et institutionnelle. A savoir, ce passage d'un régime politique plutôt fermé, réticent concernant les libertés, vers un régime plus ouvert, et où les principes les plus élémentaires de la primauté de la règle de droit, devient véritablement le pivot à partir duquel s'édifie une société libre.



Permettez-nous de porter une vision et une compréhension autre concernant la primauté de la règle de droit. Nous voyons ces règles régissant aussi bien les relations à l'intérieur de chaque pays, que les relations interétatiques. Au niveau des relations interétatiques, nous voyons la chose en relation avec la crédibilité de l'UE. Il est inadmissible de sanctionner une entité pour avoir enfreint ces règles de droit et encourager une autre à porter atteinte à ces mêmes règles. La chose est en liaison directe avec la crédibilité de l'Europe, qui ne peut appliquer le princi-

pe de deux poids, deux mesures.

Je considère qu'un des acquis de la PEV est d'avoir recentré le cap sur les réformes et l'incitation aux réformes. Les réformes sont des processus endogènes, car nous les revendiquons. Les acteurs externes et internationaux ne peuvent jouer qu'un rôle de catalyse et de facilitation ou d'incitation. Nous considérons qu'ils peuvent jouer ce rôle et encore plus, ils doivent le jouer.

Si nous arrivons à réussir grâce à des partenaires qui mettent vraiment le cap sur la nécessité des réformes et du soutien aux réformes, nous bâtissons réellement une zone de prospérité partagée, de paix et de stabilité.

Quels sont les acquis ?

Nous citons en premier l'esprit de Barcelone. A savoir cet engagement de la part de tous les Etats pour une convergence économique, se traduisant à travers la nécessité de réduire l'écart entre les deux rives. Il faut tout mettre en œuvre pour que cet écart se réduise, et pour que nous puissions – à horizon humain, une à deux générations – le réduire d'une manière substantielle et significative.

Nous insistons sur ce point, car nous nous sommes intéressés à la mer Baltique, où nous constatons des processus similaires, à savoir ce principe de la réduction des disparités, ainsi que l'engagement pour le concrétiser à travers des objectifs tangibles et quantitatifs dans la nécessité, sur des horizons donnés, pour que les écarts se réduisent.

Au niveau de la convergence politique, nous considérons que nous disposons d'un acquis potentiel que nous devons rendre effectif dans le moyen et le long terme.

A partir de là, la nécessité dans un projet – tel qu'il est présenté – pour qu'on réitère ses engagements, mais d'une manière explicite. Nous voulons converger sur le plan économique, et aussi sur le plan politique, tout en laissant à chacun l'occasion d'élaborer son propre système.

Si nous pouvons – dans les pays du Sud de la Méditerranée – réussir cette double transition en l'espace d'une génération ou deux, grâce aussi à nos partenaires européens, nous pouvons être certains que notre zone de prospérité sera faite. Il faut réitérer cela et ne pas abandonner dans l'engagement et la déclara-

tion ce partenariat pour la réforme, avec une insistance particulière sur le fait que la réforme concerne bien nos pays, et que l'Europe doit jouer un rôle de catalyse, de facilitation et d'incitation.

Nous sommes adeptes, pour atteindre ces buts, de «l'incitation différenciée», qui se basera sur une «éligibilité auto-sélective». Chaque Etat admet sa propre décision en fonction des progrès accomplis en matière de réforme, pour prétendre à un statut plus éligible avec l'UE. Nous avons besoin pour cela de politiques et programmes communautaires. Israël et – sur un certain point – le Maroc sont bien les deux candidats.

Nos élites politiques et intellectuelles – en Tunisie – portent une conviction ferme que l'ancrage au sein de l'espace européen représente un choix stratégique. Ce choix va de soi avec nos intérêts, mais avec les intérêts non seulement sécuritaires mais aussi stratégiques de l'UE.

En conclusion, nos pays – du Sud de la Méditerranée – ont besoin d'une chose qui ressemble à l'adhésion, sans vraiment l'être. Nous avons besoin de fonds structurels, versus de réformes dans nos pays.

L'UE doit admettre une discrimination positive dans ses relations avec les pays du Sud de la Méditerranée et dépasser pour cela le seuil de 5% fixé par la Commission Européenne.

Nous aimons bien que se tienne un débat concernant l'opportunité d'impliquer des acteurs internationaux, des pays du Golfe, par exemple, dans le but de constituer véritablement une base financière.

Faut-il admettre des financements par projet, ou créer une agence de financement ? La question mérite – à notre avis – d'être débattue.

Nous avons, experts des deux rives, réfléchi en parité, et aussi au sein de la Commission méditerranéenne de développement durable (une structure paritaire entre les pays du Nord et du Sud), et nous avons mis au point une stratégie méditerranéenne de développement durable, qui se caractérise par une vision, une cohérence, des projets, une perspective et des moyens, et je suis étonné qu'il n'y ait nulle part de trace

de cet effort dans la réflexion actuelle, mais uniquement un projet sur la dépollution de la mer et un autre qui concerne l'énergie solaire.

Nous appelons avec insistance à se ressourcer dans le travail qui a été fourni, qui peut bien servir de socle, de vision, de stratégie et de projet, à qui manquaient uniquement la volonté politique et les moyens financiers.

Les projets doivent émaner et disposer d'une stratégie d'ensemble, qui doivent induire une démarche. Ce point, nous le considérons d'une importance fondamentale.

Nous devons aussi préserver un autre acquis du Processus de Barcelone, à savoir cette relation entre les peuples et les liens qui doivent exister entre les sociétés, et instaurer des mécanismes, où les sociétés civiles puissent être présentes, même à titre consultatif dans les choix des projets et leurs suivis. Cette action apportera certainement sa valeur ajoutée, car les sociétés civiles sont proches des populations et peuvent apporter cette visibilité qui sera certainement d'un apport non négligeable.

Nous devons penser à un mécanisme qui assurera bien une présence aux sociétés civiles dans la période qui va suivre le sommet du 13 juillet.

On s'est demandé s'il fallait bien attendre la fin du conflit israélo-palestinien pour se pencher sur les problèmes environnementaux. Nous dirons que des guerres et des conflits résultent des pollutions énormes et une dégradation sans pareil de l'environnement. A l'exemple même de la critique question du partage de l'eau.

Nous sommes surdéterminés par les problèmes du Moyen-Orient. Une paix juste dans cette région du monde, et aussi la résolution du conflit du Sahara Occidental, nous mettraient sur les rails.

Nous aimons saluer M. Chedly Neffati, qui a mis la main sur une question à laquelle nous allons bien réfléchir. A savoir ce rapport de l'UPM et l'UA. Car la chose va de soi – pour la Tunisie par exemple – au vu de son histoire, elle a toujours su entretenir des rapports équilibrés avec aussi bien le Nord, que le Machreq et l'Afrique subsaharienne.

### Mohamed Trabelsi

La question posée par cette table ronde, nous préoccupe fortement, car nous avons voulu, nous aussi, développer un partenariat avec les partenaires sociaux à travers la Méditerranée, et nous peinons réellement à instaurer et mener à bien cette action, à savoir un dialogue social euro-méditerranéen.

L'UGTT a soutenu dès leurs débuts les accords de partenariat avec l'UE, tout en formulant beaucoup d'espoir quant à une amélioration de notre situation et le changement pour le mieux les relations Nord-Sud. Nous avons pris cette décision malgré la réticence d'une partie de notre base, qui a porté sur cette question un regard autre. Nous avons organisé pour en débattre un grand nombre de séminaires et deux universités d'été afin d'expliquer les vertus de ce partenariat et «distribuer» des espoirs.

Bien que les accords de partenariat aient été discutés et signés en l'absence des syndicats et représentants de la société civile, aussi bien au Nord qu'au Sud, celle-ci a opté pour un accompagnement de ce processus, pour assister à l'émergence d'une multitu-

de de réseaux, qui ont apporté un soutien critique et mis le doigt, dès le début, sur les carences du projet.

Au fil du temps, notre conviction est devenue plus ferme quant à l'échec du partenariat euro-méditerranéen. Nous pensons que les peuples des deux rives ne peuvent être enthousiasmés que par de vrais projets de société. Or, ceux-ci font cruellement défaut – il faut bien l'avouer – dans cette initiative. Pis : un simple constat du parcours de ce Partenariat prouve bien et fort une dépendance grandissante de la rive sud de l'Europe. La dette, le chômage et autres problèmes à l'instar du conflit israélo-arabe restent sans solutions, s'ils n'ont pas empiré.

L'Europe n'a pas agi d'une manière cohérente avec ses principes, sans oublier le fossé numérique qui ne cesse de s'aggraver. Ainsi que le problème de l'immigration. L'Europe a pris des mesures unilatérales, sans consulter ou discuter au préalable avec ses partenaires du Sud. Ce qui constitue – à nos yeux – une violation aux accords de partenariat.

Que pouvons-nous dire à notre



base ouvrière, à qui nous avons fait maintes promesses, lorsqu'elle constate que cet accord n'a jamais constitué un projet de société ou porté un idéal pour la classe ouvrière ? Nous nous trouvons en situation assez difficile pour continuer à apporter un soutien à ce projet.

Il est légitime de se demander si l'UPM émane bien ou se base sur un constat ou un bilan des partenaires sociaux du Processus de Barcelone ? La réponse ne peut qu'accentuer notre scepticisme concernant l'UPM. Ceux de notre base qui avaient porté un regard sceptique ont plus que raison, car ce projet ne fait qu'ancre et perdurer la relation dominant/dominé entre le Nord et le Sud.





### Soufiane Ben Farhat

relations humaines et sociales. Il faut rappeler que le 10ème anniversaire de ce processus a été marqué par une absence des responsables de la rive Sud. L'Europe – comme l'a bien expliqué son excellence M. Horst-Wolfram Kerll – s'est occupé des pays de l'Est, qui constituent bien des voisins européens tandis que nous sommes des voisins de l'Europe.

Les ressources qui ont été mobilisées dans les programmes MEDA ont été inopérantes. Aussi, ne devons-nous pas omettre que la Méditerranée est bien le théâtre de confrontation et le centre d'une division terrible à l'instar de l'ex-Yougoslavie, le conflit israélo-palestinien et celui du Sahara Occidental.

Sans oublier la «IVème guerre punique», à savoir ces gens du Sud qui meurent en mer avant de rejoindre l'Europe. Les diplomates ne veulent guère en parler, il y a presque 10 000 personnes qui sont mortes dans le détroit de Sicile et celui de Gibraltar, parce qu'il y a des gens qui leur tirent dessus. On apprend à des gens à tirer en Grèce, en Italie, en Espagne et au Maroc. Ces pauvres immigrants reçoivent des balles dans la tête.

La directive européenne du retour a fixé la période de rétention à 18 mois, tandis que l'Italie réclamait 4 ans !!! Le Processus de Barcelone a laissé la place à des signaux inquiétants : le repli identitaire, une crise économique, une zone de libre-échange qui n'est pas prête à voir le jour. Jamais Israël n'a été aussi belliciste. Jamais un pays comme l'Iran n'a été si proche de la Méditerranée. Il a déjà presque les pieds dans l'eau. Sans oublier les

Américains qui considèrent la Méditerranée comme une zone stratégique.

On considère la Méditerranée comme un lac de paix, de civilisation, qui a vu surgir les grandes cultures, les grands conquérants et les grandes inventions de l'esprit humain. Mais ceci ne doit en rien nous faire oublier que la Méditerranée est un lac en crise. On doit souscrire à un constat de faillite du Processus de Barcelone, et accepter l'idée que l'UPM risque d'en être un mauvais.

### La Méditerranée est devenue une frontière hermétique

Concernant le conflit israélo-palestinien, il faut dire que nos peuples ont besoin de signaux forts – de la part de l'Europe – pour ne pas sombrer dans un repli identitaire. Nos enfants – même s'ils vivent

dans un milieu ouvert – constituent bien l'archive vivante de leur époque. Il est bien de dire – en non-diplomate – qu'il faut souscrire à un constat d'échec. Refonder à partir de Barcelone n'équivaut-il pas à rebâtir sur du faux ?

L'idée initiale du président Sarkozy était bonne, mais elle a été torpillée, avec ce passage de l'Union méditerranéenne, qui rassemblait les pays des rives de la Méditerranée, pour concerner actuellement – avec l'UPM – des pays qui se découvrent des vertus méditerranéennes !

L'Europe devient une forteresse, avec un grand retour d'une littérature qui glorifie la colonisation. Nous constatons que jamais la Méditerranée n'a constitué – comme elle l'est maintenant – une frontière hermétique. Nous espérons que le 13 juillet partira de Paris un signal fort aux peuples et aux jeunes en particulier.

J'ai entendu tous les discours et je dis qu'il y a de très bonnes idées qui viennent au mauvais moment. Nous estimons que la période actuelle à l'échelle mondiale est à la fois terrible et difficile. La crise économique mondiale est grave. Le nouveau libéralisme, qui sévit actuellement dans le monde, n'est nullement en crise, parce qu'il arrive à s'accommoder de cette situation difficile. On assiste à des régressions dans les bastions mêmes de la démocratie. Ainsi qu'à des replis identitaires. Je pense particulièrement à l'Italie, qui ne produit plus de bons films ou de bons livres, peut-être à cause des interconnexions entre la mafia et le pouvoir politique.

Je m'exprime sans diplomatie et je dis que l'UPM serait un mauvais clone du Processus de Barcelone. M. Mohamed Trabelsi disait qu'on n'a pas fait le bilan du Processus de Barcelone, parce qu'il avait trois objectifs essentiels, à savoir la création d'une zone de paix et de stabilité, la création d'une zone de libre échange à l'horizon 2010 et aussi le renforcement des



### M. Serge Degallaix

Il est aisé de tomber dans l'émotionnel, mais nous devons reconnaître que nous vivons dans un monde qui n'est guère facile, où les discours n'arrivent pas à faire changer facilement le monde. La politique constitue bien l'art du possible, bien que le journalisme soit un autre art. Il faut essayer, dans la mesure du possible d'aborder les choses d'une manière qui puisse nous faire avancer.

Il est naturel d'être en accord avec M. Chedly Neffati concernant la place de la Ligue Arabe et son rôle. Elle constitue un complément important dans la manière de travailler ensemble.

Aussi, nous considérons que la formulation «prise en charge», employée par M. Ahmed Ounaïes, ne correspond pas certainement à ses intentions. La «prise en charge» est – à l'image de la sécurité sociale – synonyme de dépendance et ne reflète nullement le rapport de partenariat, qui se concrétise – tel qu'il a été énoncé par M. Azzam Mahjoub – à travers la logique de l'échange. Il est vrai que les pays de l'Est qui ont rejoint l'UE ont bénéficié d'un concours financier consistant, qui a suscité une véritable mutation de leurs économies, de leurs systèmes politiques et de leurs réalités sociales.

**Il faut bien agir pour que les deux tiers du budget soient consacrés au Sud**

Il faut rappeler que ce genre d'action s'inscrit dans la durée et renvoie au mode de financement des projets. Et ajouter qu'il y a des plafonds financiers qui ont été fixés dans le budget de l'UE. Ces plafonds sont valables jusqu'à 2013, avec – bien naturellement – des marges de manœuvre qui existent. Il faut bien agir – comme l'a fait la France – pour que les deux tiers du budget soient consacrés au Sud. Aussi, il faut que le Sud présente bien des projets.

Nous devons préciser que la liste des projets n'est pas close, avec une préférence certaine pour ceux à forte dimension humaine. Sans omettre les capitaux privés, aussi bien en Europe qu'au Golfe.

Il est important à nos yeux d'améliorer encore plus les relations entre le Sud de la Méditerranée et l'Est européen. Car – comme l'a bien annoncé M. Azzam Mahjoub –, si on résonne en logique de



groupes, il n'est pas de trop de considérer l'ensemble de l'Europe, du Sud de la Méditerranée et du Golfe. Tout cet ensemble n'est pas – en termes de populations et de richesses – au niveau de l'Asie. Sans oublier que les pays de l'Est évoluent. Cette évolution portera certainement – d'une manière comme d'une autre – des répercussions positives sur le Sud.

Il faut bien noter que les diplomates ne sont guère des «monstres froids», mais plutôt des gens porteurs de convictions et disposent de contacts, pas uniquement dans les salons de thé.

### Hatem Ben Salem

Nous nous félicitons de la qualité très intéressante de ce débat, passionné par moment, mais qui a le mérite de clarifier un peu les positions, qui ne sont guère tranchées, mais constituent des points de vue défendables qu'il faudra prendre en considération à l'avenir.

Il faut bien noter que l'UPM a péché par manque de publicité, de communication et de pédagogie parce qu'un projet de cette importance doit être plus et mieux expliqué. Le temps manquant a peut-être empêché les officiels d'aborder la question d'une manière plus approfondie, surtout que les limites et les contours de ce projet n'ont jamais été définitifs et ne le sont pas encore, parce qu'il est en cours de négociation entre les parties arabe et européenne.

C'est vrai que des raisons opérationnelles ont entraîné un manque de communication. Ce qui a donné l'idée que ce projet était unilatéral et que les opinions publiques n'y étaient pas impliquées. Nous-nous inscrivons en faux contre cette approche. Comme nous l'avons annoncé, nous voyons partout fleurir des discussions et des débats à tous les niveaux de la société à propos de l'UPM. Nous pensons que l'approche pédagogique et intellectuelle du projet mérite une attention particulière.

Il est très important – au niveau académique – de porter une analyse critique, mais il serait totalement contre-productif de tirer des conclusions hâtives et essayer de régler des comptes qui ne devraient pas l'être justement, parce que nous avons la chance de nous retrouver devant un projet



qui porte des ambitions et qui – à notre sens – pourra certainement faire évoluer les relations dans le bassin méditerranéen.

En tant que Tunisiens, nous ne nous mettons jamais en position de quémandeurs. En effet, je peux vous assurer qu'on ne peut concevoir cette relation avec l'UE que dans le cadre d'une égalité souveraine. Nous ne pouvons imaginer un avenir de l'espace euro-méditerranéen sans – justement – l'existence de ce fondement et soubassement de respect mutuel, qui est dû à tous les Etats et peut-être encore plus aux Etats du bassin méditerranéen qui ont connu les affres de la colonialisme.

Il est clair que, dans ce projet, nous négocions sans aucun complexe, mais aussi avec l'espoir que notre partenariat va construire une véritable union des peuples au sein de cet espace euro-méditerranéen que tout rapproche. Tous les critères, standards et conditions politiques et historiques, rapprochent les deux rives de la Méditerranée.

Nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit guère d'un projet unilatéral, et que pour nous – Tunisiens – la co-appropriation est en fait une coresponsabilité, qui ne peut aboutir qu'à un dialogue, dans un cadre de respect mutuel et de souveraineté.

Qui sont les partenaires ?

Ce sont les Etats, non seulement les instances officielles, mais aussi les sociétés civiles, les opinions publiques, les secteurs privés, les syndicats et tous les académiciens. Est concernée toute cette multitude d'opinions qui œuvre à construire un espace homogène, solidaire et démocratique.

Nous ne pouvons concevoir notre relation – nous Tunisiens – avec cette opinion publique et cette société civile comme une relation de critique, de confrontation ou d'exclusion. Nous concevons plutôt cette relation dans la synergie et la complémentarité, parce que le processus d'édification de l'Etat de droit doit évoluer dans un cadre d'indépendance empreinte de sérénité, capable de nous faire avancer et aussi de nous rappeler que notre appartenance à la même civilisation et aux mêmes valeurs. Ceci constituera notre arme contre les extrémistes et toutes les formes de marginalisation.

Nous sommes tous partenaires. La chose est plus qu'évidente, sans oublier l'UE, la Commission de Bruxelles, la Ligue Arabe, l'UMA auront un rôle à jouer au sein de cette Union.

Quels sont les domaines couverts par le partenariat ?

Le politique, car nous nous trouvons dans une continuité logique du processus de Barcelone, le dialogue politique continuera, avec – encore une fois – l'idée que l'UPM n'est pas là pour régler les problèmes du monde. Elle va continuer plutôt sur les acquis de Barcelone, à travers le dialogue politique qu'elle va certainement développer.

Ce dialogue politique – comme cela a été le cas pour Barcelone – aura pour rôle de rapprocher les positions et nous rappellerons toujours les fondements d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, qui sera conditionnée – comme le rappelle toujours la position modérée et sans compromis de la Tunisie – par la création d'un Etat palestinien libre et indépendant, dont la capitale sera Jérusalem.

Nous croyons qu'il est important, pour les uns et pour les autres, de comprendre que cet intérêt, cette lutte contre les injustices, cette défense de la légalité internationale, de l'Etat de droit et aussi de relations internationales apaisées, seront – certainement – au centre du processus de l'UPM, parce que, chose que nous ne devons pas oublier, il y aura au sein de l'architecture institutionnelle une conférence des ministres des Affaires étrangères.

Nous estimons qu'il nous faut éviter les erreurs du passé. Nous ne pouvons en effet accepter la politique des donneurs de leçons. Nous ne serons jamais les clones de personne. Nous avons nos spécificités et notre modèle, dont nous sommes fiers et nous ferons en sorte que ce modèle évolue dans un cadre pacifique, à travers la négociation et dans le cadre du respect des acquis des uns et des autres.

L'UPM ne sera pas un autre «Grand Moyen-Orient». Tous les partenaires, ceux de la rive du Sud et nos partenaires européens, n'avons pas ce genre d'approche.

Sur le plan économique, nous sommes en parfait accord avec l'approche développée par le Professeur Azzam Mahjoub, parce que nous considérons qu'il y a vraiment une attitude à prendre dès le départ, pour que cette Union ne soit pas un échec économique. Et ceci ne pourra être réellement le cas, que si nous savons choisir les projets. Comme l'a bien souligné M. Serge Degallaix, nous

insistons pour dire que les projets ne sont pas définitifs, que des projets arabes seront présentés d'ici le 13 juillet. La liste n'est pas encore définitive et reste ouverte.

Nous allons voir quelle ambition donner à l'UPM pour que les projets puissent être à la hauteur de nos ambitions. L'UPM sera un espace euro-méditerranéen social, parce que personne ne peut accepter que des relations biaisées sur le plan social puissent s'instaurer au sein de cet espace qui n'aura aucun avenir si on adopte une vision totalement dépassée des rapports entre employés et employeurs.

Nous souhaitons une Méditerranée prospère, fondée sur les valeurs de solidarité, qui ont été toujours les valeurs du Président Ben Ali et de la Tunisie.

Sur le plan culturel, nous sommes parmi

ceux qui disent que la civilisation humaine est unique, mais qui évolue plutôt dans le cadre d'une diversité culturelle, qui devrait être respectée. La Tunisie a été un des premiers

pays à ratifier la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle.

Nous devrions exploiter toutes les convergences culturelles existantes en Méditerranée, dans le but d'en faire un modèle de coopération Nord-Sud.

Concernant les instruments de cette Union, beaucoup d'intervenants autour de cette table ont observé la nécessité de disposer d'institutions opérationnelles. Nous souhaiterions aussi que ces institutions puissent s'intégrer dans un programme structuré, mais surtout fondé sur l'efficacité, car il ne faut pas oublier que nous parlons d'Union de projets.

Toutes les parties sont attachées à ce que les institutions qui seront mises en place soient capables d'être au service de l'UPM.

Concernant le financement, la Tunisie a toujours été pour un véritable plan de reconstruction du bassin méditerranéen. Nous sommes pour une institution financière, non seulement capable de construire cet espace sur les plans infrastructurel, financier, social et autres, mais aussi d'intéresser les partenaires du Sud à travers le financement de projets de solidarité, dans la lutte contre la pauvreté et la marginalisation. Nous souhaiterions une institution sur le modèle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

**L'UPM ne sera pas encore un autre «Grand Moyen-Orient»**

### Horst-Wolfram Kerll

**C**oncernant le conflit du Moyen-Orient, l'Allemagne aborde la question à travers son histoire très spécifique, mais aussi considère qu'on doit dresser un chemin vers la paix dans la région et trouver une solution pour les deux pays.

Nous sommes étonnés d'entendre des mots comme «mauvais clone». Nous considérons l'UPM comme étant

**Faire encore plus en concentrant notre potentiel sur la rive Sud**

une nouvelle tentative positive de la part de l'Allemagne et la France en premier lieu, et qui est offerte d'une manière constructive et positive par l'UE.

Aussi, nous ne sommes nullement en accord avec ceux qui parlent de «l'échec du Processus de Barcelone». Certes, nous comptons – tous, des deux rives – faire encore plus, en concentrant notre potentiel sur la rive Sud.



### Ahmed Ounaïes

**N**ous sommes heureux de savoir qu'il y aurait trois réunions d'experts, mais aussi, il faut constater cette absence de communication sérieuse du côté des capitales arabes. Un sommet se tient, sans qu'il y ait un communiqué. Aussi des réunions ministérielles se tiennent sans qu'il y ait un communiqué. Nous entendons nos ministres deux jours après le sommet, sans pour autant recevoir de leur part l'information voulue. Ce choix est délibéré, car tout est fait – de nos jours – pour que l'information circule. Nous déplorons vivement cette position.

Nous aimerions revenir sur deux points. Nous sommes persuadés qu'une collaboration entre un ensemble politique évolué, sur les plans économique, culturel et politique, avec un ensemble déséquilibré, inorganisé, sur les plans économique, culturel et politique, ne peut profiter qu'au plus faible, qui peut de la sorte aller vers la convergence, qui constitue un phénomène historique, pourvu que nous installions le cadre culturellement et politiquement approprié. Un cadre respectueux des principes fondamentaux.

**L'Europe se dérobe concernant les vraies questions de paix et de sécurité**

Il nous semble bien que nous avons tourné la page de la domination et de l'hégémonie, et que nous allons vers un partenariat et même un stade plus élaboré que le partenariat.

Deuxième point, nous devons admettre tous que le Processus de Barcelone était venu à temps. Aussi bien du Sud que du Nord, après la chute du mur de Berlin, après la création de l'UMA et le lancement du processus de paix à Madrid, entre Israël et ses voisins arabes, dans lequel nous étions tous impliqués et coresponsables. Malheureusement, il y a eu un dégageant des responsabilités de la part des grandes puissances et notamment de l'Europe.

L'Europe est présente uniquement là où la charité s'impose. Nous constatons bien que l'Europe empêche les Palestiniens de mourir de faim et fléaux et maladies dans des territoires occupés militairement. Mais, elle se fait absente du moment où ces mêmes Palestiniens ont besoin d'un soutien en matière de droit et de dignité.



Nous pouvons aussi nous demander où étaient les Européens pendant que les Libanais croulaient pendant plus d'un mois sous un déluge de bombes ? Les Européens affirment bien leur présence, mais plutôt contre un cessez-le-feu. Où est la «coresponsabilité» ? Il nous semble que le peuple libanais a souscrit un accord de partenariat avec l'Europe, avec une armée, non pas sous-équipée, mais totalement désarmée, et ce depuis plus de trente ans, pour des raisons parfaitement connues.

En laissant le Liban réduit en cendres, par des bombardements, nuit et jour, l'Europe se distingue plus par son silence et son absence. Quand on entendait les leaders européens à Saint-Petersbourg, ou dans leurs capitales respectives, affirmer leur opposition à un cessez-le-feu, on est en droit de nous interroger sur cette soi-disant «coresponsabilité» ?

On n'est pas certain d'avoir dépassé le pire, il risque bien de nous surprendre. Les grandes puissances ont déjà tenté, dans les tournants des années quatre-vingt-dix, d'assumer leurs responsabilités dans la paix et la sécurité dans la région. La question essentielle ne concerne guère la paix et la sécurité, ou la coopération policière. Le «5 + 5» a monté à ce niveau un système parfait. Il faut plutôt poser les vraies et réelles questions de paix et de sécurité dans la région, concernant lesquelles l'Europe se dérobe.

Essayons de voir l'avenir et de prendre en charge nos responsabilités. Nous avons la chance qu'un Européen pose le problème de la centralité méditerranéenne et de ses problèmes spécifiques, qui ne concernent pas seulement les problèmes de paix et de sécurité, mais aussi d'autres.

Le projet initial a été ramené – pour des raisons européen-européennes – à une autre perception et à une autre nature. On peut accepter que l'Europe empêche la Méditerranée de se constituer dans le but de se prendre en charge, mais on est en légitimité de nous poser des questions concernant l'alternative qu'elle nous propose. L'Europe refuse que les pays de la Méditerranée se prennent en charge et refuse aussi de les prendre en charge.

La question se pose telle qu'elle est la

réalité, sans aucun renvoi sémantique. Il se fait certain qu'une alternative s'impose. Qu'il y ait un engagement accru ou une dynamisation du processus – un peu vieilli – de Barcelone, la PEV a tenté de remettre en question tous les principes que M. Azzam Mahjoub a mentionné comme étant dynamiques et véritablement mieux ajustés. Mais, nous devons reconnaître que la PEV a échoué.

A la lecture des préambules et les premières priorités dictées dans les plans d'action approuvés avec les pays de la rive sud de la Méditerranée, qui les ont acceptés, nous n'avons en rien évolué. Ceci nous permet bien de constater que nous sommes dans une solution d'échec.

Il faut bien reconnaître aussi que, dans cet échec, il n'y a que des côtés négatifs. Car, comme nous l'avons déjà affirmé, une alliance entre une entité de civilisation beaucoup plus avancée sur les plans scientifiques, technologiques et du développement politique, d'une part, et une entité déséquilibrée et désarticulée sur le plan économique, politique et culturel, ne peut que bénéficier à une meilleure convergence.

En conclusion, nous pouvons dire qu'il faudrait faire ce bout de chemin et relever ce pari. Certes, il ne faut guère oublier que l'Europe a des problèmes avec certains pays de la rive sud de la Méditerranée, mais nous croyons à la nécessité de surmonter ces malaises.

M. Chedly Klibi, lors d'une conférence donnée récemment, à Paris, pose les conditions culturelles et politiques indispensables pour que ce nouveau dialogue, cette nouvelle prise de conscience et cette attitude constructive réussissent. Ce discours constitue un préambule – à mon sens – indispensable de la déclaration du 13 juillet à Paris.

Nous espérons qu'il sera bien écouté, car cet

homme bénéficie d'une conciliation philosophique, des cultures du Nord et du Sud, ce que nous ne trouverons guère de même standing chez nos partenaires du Nord. Il est bien ce Méditerranéen qui synthétise et concilie brillamment, culturellement et d'une manière éloquente, ce que doit être un rapport positif entre le Nord et le Sud de la Méditerranée et qui mérite le terme d'Union.

En conclusion, nous disons que nous n'avons d'espoir que dans l'Europe, parce que nous avons été profondément déçus par les promesses de réformes économiques et politiques dans nos pays du Sud depuis des décennies. Ces promesses n'ont jamais été tenues.

Le Sommet de la Ligue Arabe, tenu à Tunis en mai 2004, a adopté une «Déclaration de Tunis» mentionnant l'impératif des réformes dans une série de domaines. Nous sommes en droit de nous interroger sur le devenir de cette Déclaration ? Elle est restée lettre-morte, à l'instar des autres promesses faites par les partis au pouvoir, qui continuent de dominer la vie et de la monopoliser, d'empêcher la liberté d'expression, d'aliéner les conditions et les garanties d'élections loyales et démocratiques, afin que les opinions publiques s'expriment avec un droit certain à l'erreur. d'où, la nécessité d'un dialogue tuniso-tunisien, tuniso-maghrébin et entre Maghrébins et pays du Nord.

Ces conditions nous dictent de continuer de lutter sur le front intérieur et espérer une sorte d'horizon pour une collaboration interpénétrée entre l'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée.

Ceci représente le fond de notre pensée. Nous devons avoir le courage de l'exprimer avec franchise, sinon nous serions hypocrites. Nous tenons à la tenue d'un dialogue qui revêt bien un sens entre les deux rives.



**Chedly Neffati**



**I**l ne faut guère oublier qu'on évoque pour la première fois le terme d'«Union» dans une relation entre les deux rives. Usage, qui a entraîné doutes et équivoques chez certains, qui commencent à rêver même. Avant on parlait de «coopération», de «partenariat», pour arriver à cette «Union»...

Nous constatons aussi une certaine volonté à faire participer la société civile, la volonté comme l'acte sont louables, car les actes de fondation ont été engagés par les gouvernements et les institutions officielles.

Le dialogue entrepris s'est limité aux élites des deux rives, sans aussi toucher tous les domaines. Depuis le 11-Septembre, on a commencé à évoquer le dialogue institutionnel et le dialogue interreligieux. Certains vont jusqu'à réfuter le mot dialogue et préfèrent parler de confrontation et d'affrontement.

Il est temps d'instaurer un dialogue capable de toucher toutes les composantes de la société civile, si nous voulons parler vraiment d'union entre peuples, la quête qui nous attache tous.

Aussi, il ne faut pas occulter une question très importante pour les pays de la rive Sud, essentiellement ceux du Maghreb, à savoir celle de l'immigration, qui constitue une réelle préoccupation aussi bien pour la Ligue Arabe que pour les pays concernés.

L'approche admise par l'Europe actuellement concernant la question de l'immigration porte cette inquiétude à son apogée, à cause de cette vision sécuritaire qui prime

sur la rive Nord. Chose qui a entraîné la mise sur pied d'une vraie force d'intervention disposant de moyens colossaux. L'Europe se rend compte que cette force et toute cette infrastructure militaire n'ont pas résolu le problème, car au regard des chiffres publiés par des sources européennes viables, 22 000 immigrés en 2006, (plus de 19 000 en 2007) ont pu rejoindre les côtes italiennes en dépit de toute cette armada.

Les statistiques européennes accordent une importance minimale aux 478 noyés qui sont en grande majorité originaires de l'Afrique. L'Europe continue à la fois d'adopter la même politique sécuritaire et faire la sourde oreille à toutes les autres propositions alternatives.

On a assisté ces derniers mois, à un durcissement des positions. Nous citons la dernière en date, la durée de rétention de 18 mois pour les immigrés clandestins, promulguée par le Parlement européen.

Aussi, nous portons une préoccupation certaine à la question de l'immigration qui devient le leitmotiv de toute la classe politique européenne, toutes tendances confondues, essentiellement aux moments des élections, aussi bien municipales, législatives que présidentielles. Ce qui conduit à une surenchère incroyable, y compris de la part de cette frange dite «progressiste» que nous pensions proche et sensible à aux doléances de la rive Sud.

Certains diplomates européens voudraient négliger ce phénomène, prétextant qu'il se limite aux élections et aux campagnes électorales et se termine avec. Nous savons tous que la question de l'immigration touche actuellement le fond social européen et ne peut être circonscrite à une

dimension électorale.

Nous souffrons – le mot n'est pas excessif – nous tous de cet amalgame diffus et presque généralisé entre Arabe/Musulman/intégriste. Ce constat nous pousse légitimement à poser des questions pressantes quant à la nature du dialogue que nous cherchons à établir avec la rive nord et de l'union entre peuples que nous cherchons à mettre en place ?

La réponse peut porter sur l'affirmation aux niveaux politique et économique. Reste à dire que ces deux niveaux ne peuvent à eux seuls servir de base solide et inébranlable pour ce futur que nous cherchons tous à concrétiser.

Dans notre première intervention, nous avons évoqué l'Afrique noire et l'utilité de la joindre, car la majorité écrasante de ceux qui prennent le risque de se noyer en Méditerranée sont originaires de cette région du monde.

Nous aimons poser une question, qui – nous l'espérons – servirait de point d'ancrage pour une future réflexion. On remarque bien une forte présence américaine en Méditerranée et en Afrique, aussi une présence chinoise de taille dans le continent noir, avec un intérêt grandissant de la part des autres puissances et pôles économiques. Nos amis européens – les moins présents – doivent accorder l'attention que ce continent mérite.

**Le dialogue entrepris s'est limité aux élites des deux rives**



### Mohamed Trabelsi

De notre part – Tunisiens –, nous avons pu profiter de la rivalité entre les Etats-Unis et l'Europe, qui a fait suite à la chute du Mur de Berlin et au réveil du nationalisme (qui s'est donné pour mission de rééquilibrer les relations internationales) pour améliorer les conditions du partenariat avec l'Europe.

De nos jours, le contexte est différent, avec l'entrée sur scène d'une Europe orientale atlantiste, sans oublier le rapprochement de l'Europe des positions du Président Bush. Nous agissons de ce fait dans un contexte plus difficile.

La rive nord n'a cessé de taxer celle du sud de dispersion. Nous ne devons pas oublier aussi que l'UE a accepté d'engager des discussions avec ce Sud tel qu'il est. Nous dirons même qu'il existe – peut-être – certaines parties européennes qui préférèrent que nous restions de la sorte.

Parler d'erreurs revient à savoir en partager la responsabilité, aussi bien entre le Nord et le Sud, ou sur le plan national essentiellement, à travers la création d'institutions qui nous permettent de discuter concernant le projet de Partenariat avec l'UE ou de la participation de la société civile, parce que nous considérons que les choix que nous devons élaborer concernent le peuple tunisien dans sa totalité.

Deuxièmement, nous pensons que le problème de l'emploi doit être considéré avec l'importance qu'il mérite. On n'a pas vu depuis la signature de l'accord de réunions entre les ministres du Travail, tandis que les autres ministres se sont rencontrés à maintes reprises. L'emploi doit être au centre de nos préoccupations et de nos relations avec l'Europe, il doit passer à travers le dialogue social entre les deux rives de la Méditerranée.

**Parler d'erreurs revient à en partager la responsabilité**

**L**e constat d'échec est largement partagé par les syndicats et les composantes des sociétés civiles. Ceci ne veut en rien signifier que nous devons rater les autres occasions qui se présentent. La question est la suivante: sommes-nous – avec l'UPM – devant une autre opportunité historique, capable de nous mobiliser ?

Nous pensons que la réponse nécessite bien une analyse approfondie. Nous vivons – sur les deux rives – un contexte plus difficile que celui de 1996.



### Soufiane Ben Farhat

**J**e vais faire deux remarques. La première concerne la communication et la visibilité. Les experts européens imputent les erreurs du Processus de Barcelone à un manque de visibilité. Nous constatons aussi un réel déficit à l'échelle européenne. Cela est dû à cette fascination de la nouvelle droite qui a pris le pouvoir aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Cette dimension est interconnectée

avec la question de la société civile. Sachant que certains Tunisiens ont transformé l'article 2 des accords de partenariat en un vrai fonds de commerce. Aussi, je ne vois pas la situation en Italie – essentiellement à Naples – meilleure que celle de la Tunisie.

Nous pensons qu'autant il faut développer des moyens de communication nouveaux qui puissent assurer une visibilité meilleure, autant chacun doit balayer devant sa propre porte.

**Lothar Witte**

**I**l me semble que le débat d'aujourd'hui sur l'UPM a clairement montré qu'il s'agit bien là d'un processus et non pas d'un produit fini. La date du 13 juillet 2008 représente une étape importante et j'espère que nous trouverons la bonne voie.

Le processus qui caractérise l'UPM n'est pas sans rappeler le développement qu'a connu l'UE pour laquelle la destination du voyage n'était pas non plus très claire au départ. Même aujourd'hui, la finalité de l'UE n'est pas clairement définie. Ce qui provoque toujours de nouvelles discussions animées dans les différents pays européens.

Une deuxième similitude entre les deux projets consiste à ce que l'UE – comme l'UPM – était un projet d'élite et conti-

**Les acteurs sociaux doivent être impliqués dans le processus de discussion sur l'UPM**

nue à l'être. Certes, l'UE fait d'énormes efforts pour faire comprendre à la population les avantages de l'intégration européenne. Mais elle n'y arrive pas toujours comme on peut le constater quand on demande directement l'avis du peuple, à l'instar du référendum en France et aux Pays-Bas sur la Constitution ou en Irlande sur le Traité de Lisbonne. La population soutient le projet européen tant qu'il lui apporte des avantages concrets et faisables comme, par exemple, dans le domaine de la mobilité.

Je suppose donc que le projet de l'UPM ne sera adopté par la population des rives nord et sud que lorsque le marketing de l'idée sera appuyé par des résultats concrets. C'est pourquoi il me semble important que les acteurs



sociaux des rives nord et sud soient impliqués aussi vite et de manière aussi intense que possible dans le processus de discussion sur l'UPM afin que leurs intérêts soient pris en compte de manière adéquate.

**Adrianus Koetsenruijter**

**E**n conclusion, nous aimons dire qu'il est bien de se trouver ensemble et discuter, et aussi d'œuvrer à travers la communication, car nous constatons que nos partenaires tunisiens sont exigeants à ce niveau.

Concernant le Processus de Barcelone et la PEV, nous ne pouvons partager la vision d'échec que certains en portent. L'expérience de la Tunisie, à ce niveau, constitue un exemple parfait des points positifs accomplis. Il est bénéfique de chercher à dépasser les acquis et aller au-delà de la réalité, sur la base d'une lecture rationnelle et un constat partial. Cette démarche nous permettra certainement d'aller à l'avant de nos espoirs et de concrétiser notre espérance commune.

Concernant le conflit israélo-palestinien,

**Il faut dépasser les acquis et aller au-delà de la réalité**

il faut reconnaître que l'Europe ne dispose guère de la force nécessaire qui lui permettrait d'agir efficacement. Ceci revient à sa situation actuelle qui n'est guère celle d'une union totale et complète.

Nous adhérons totalement au constat porté par M. Chedly Neffati concernant l'immigration, qui constitue un vrai et réel défi. Aussi, nous devons reconnaître que l'Europe est bien réellement victime de son succès, qui réclame une main-d'œuvre que seule l'immigration peut garantir. Il faut faire la différence entre les problèmes que soulève cette présence d'étrangers chez nous, et que nous devons œuvrer à résoudre, et cette exploitation de la part de certains politiciens.

Nous ne devons omettre que le dialogue des cultures constitue réellement



la voie du salut, à travers la compréhension mutuelle et le respect réciproque. Et dépasser de la sorte les solutions de renvoi et d'expulsion et autres que proposent certains.



### Hatem Ben Salem

Ce débat est d'une utilité plus que certaine et en tout cas très instructif. Il est utile, parce qu'il présente les choses, comme certaines parties de cette construction euro-méditerranéennes les ressentent. Certains peuvent y voir de la passion et de l'émotivité. Nous disons tout simplement que toutes les voix méritent d'être écoutées.

Ce débat est aussi instructif, car il démontre l'existence d'une multitude de partenaires qui réfléchissent avec sérieux au sujet de cette construction euro-méditerranéenne. La politique de la Tunisie a toujours été partisane de la nécessité d'écouter toutes les opinions, non seulement au sujet du sommet du 13 juillet mais aussi pour l'après-sommet.

Je voudrais aussi faire deux remarques concernant deux points assez importants. En premier, le rôle, le poids, l'intérêt des Etats de l'Europe de l'Est. Nous savons que certains Etats européens s'activent actuellement dans le but de créer une Union des pays de l'Est européen. Nous pouvons même dire que le projet est assez avancé. Nous pensons – nous Méditerranéens – que ce projet est capable d'enrichir la relation entre l'Europe et la Méditerranée.

Aussi, nous disons que nous n'avons jamais considéré les pays de l'Est comme des concurrents, avec qui nous – Tunisiens

– avons eu d'excellentes relations, et nous estimons qu'ils sont porteurs d'un apport certain dans la construction européenne et seront de ce fait des partenaires importants au sein de l'UPM.

La deuxième question est essentielle et concerne l'immigration. On ne peut imaginer une UPM, où une partie de cette Union présentée comme une forteresse, et où la quatrième liberté (celle de la circulation humaine) n'est pas respectée.

Notre position, mais certainement aussi celle de plusieurs pays, y compris de la rive nord de la Méditerranée, et favorable à un partenariat dans ce domaine. Aujourd'hui, face à une conjonction des défis internationaux, une mondialisation qui s'avère de plus en plus forcée, un renchérissement incontrôlable de l'énergie et une crise des denrées alimentaires, il est urgent que – tous ensemble – nous puissions travailler afin de garantir l'avenir de nos peuples.

Ce travail, qui doit s'étendre à un niveau mondial, peut bien trouver son début à une échelle euro-méditerranéenne. Car il faut admettre que, dans cet espace, ce qui nous unit est beaucoup plus important que ce qui nous différencie.

A partir de ce constat, nous pouvons fonder une véritable relation de dialogue, de réalisation et d'acquis tangibles qui seront bénéfiques pour tous.

Nous devons admettre ce lien étroit entre la question de l'immigration et celle de l'emploi. Cette immigration honnie par certains est considérée par d'autres comme une véritable chance aussi bien pour l'Europe que pour le Sud de la Méditerranée. Cette immigration ne peut se mettre en place sans concertation, dans le

respect de la souveraineté des Etats.

A ce propos, nous pensons que l'appel lancé par le Président Ben Ali en 1993 devant le Parlement Européen en faveur d'un pacte pour les droits et les devoirs des immigrés en Europe n'a jamais été aussi actuel.

Nous devons réfléchir à l'organisation de cette relation de circulation humaine, dans la dignité et dans le respect des droits des immigrés. Ceci ne peut trouver de concrétisation que dans des ensembles semblables à l'UPM, dans laquelle nous poserons les véritables problèmes en quête des bonnes solutions. Cette vision ne peut trouver de concrétisation si on focalise l'at-

tention commune sur les points de discorde.

**Dans cet espace, ce qui nous unit est plus important que ce qui nous différencie**

Les Tunisiens vont au Sommet de Paris avec beaucoup de sérénité et d'espoir. Beaucoup de sérénité parce que nous avons confiance

dans notre leadership, parce que nous savons que nos idées et nos ambitions seront bien présentées et défendues, et parce qu'à Paris, nous allons aboutir à des résultats. Ce sommet sera fondateur d'une nouvelle approche de la coopération qui fera date dans les relations Nord/Sud.

Nous y allons avec beaucoup d'espoir, parce que nous considérons que la meilleure façon de bien vivre ensemble consiste justement à créer des aires de dialogue et d'échanges, car l'UPM constitue une réelle chance pour être et travailler ensemble, peut être, au départ, d'une manière modeste, mais le fruit de cette réalisation sera indiscutablement comptabilisé en faveur de l'idée euro-méditerranéenne et des idéaux que le Président Ben Ali à toujours défendus, à savoir la démocratie, le respect des droits de l'homme et le développement solidaire.

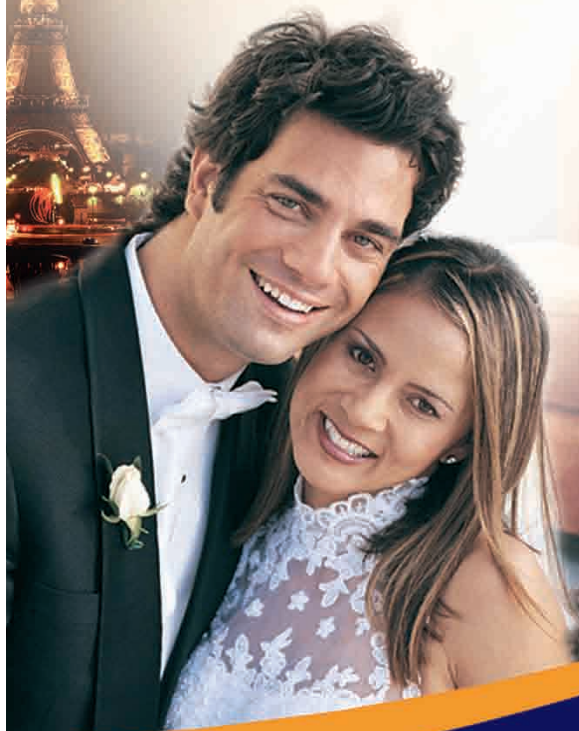
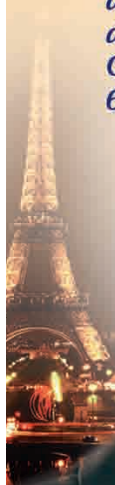
Reportage photo: Agence Chairat.

# CREDIFOYER



*Pour que vos envies  
deviennent réalité*

*Au terme d'une phase d'épargne préalable, vous pouvez disposer d'un Crédifoyer pour concrétiser vos projets personnels les plus divers (aménagement de votre foyer, mariage, voyage, ...)  
Ce crédit dont vous n'avez pas à justifier l'objet, peut atteindre 6 fois la moyenne de votre épargne.*



[www.biat.com.tn](http://www.biat.com.tn)

Gagnons l'avenir, ensemble



**COMAR**  
Multirisques Habitation

**PLUS**

**VOUS DORMEZ, LES VOLEURS VEILLENT,  
VOUS VOUS ABSENTEZ, ILS EN PROFITENT !**

Votre meilleure protection :  
l'assurance **vol** du contrat

Multirisques  
Habitation

**PLUS**

UN SEUL CONTRAT POUR **PLUS** DE CING GARANTIES...

incendie

vol

bris des  
glaces

dégâts  
des eaux

responsabilité  
civile

LE  
**PLUS**

**OFFRE GRATUITE**

DE LA GARANTIE

**"Assistance au Domicile"**

en cas de souscription des **5** garanties principales.

La garantie "Assistance au domicile" a pour objet de mettre à votre disposition les services d'un dépanneur, en cas d'incident survenu dans votre domicile et nécessitant une réparation urgente (fuite d'eau, panne électrique, perte de clés, bris de vitres...) en attendant les réparations que vous aurez à effectuer ultérieurement.

[www.comar.com.tn](http://www.comar.com.tn)



**كومار**  
ASSURANCES  
**COMAR**

*C'est plus sérieux*